CANTAVE
Philippe-Raymond

PRC AVOCAT · CABINET BOUTIQUE

Rapport d'activité du cabinet 2025–2026

Boutique par vocation, leader par les résultats

Résultats, réussites et leadership sur le marché haïtien

28 ANS DE PRATIQUE DU DROIT



Pratique générale du droit · **Droit international** · **Droit des affaires** · **Droit public économique** · **Médiation et arbitrage**

Membre du Barreau de Port-au-Prince · Membre du Chartered Institute of Arbitrators · Pétion-Ville, Haïti

philippe-cantave.com · avocat@philippe-cantave.com · WhatsApp +509 46 17 89 75

LinkedIn : **PRC Attorney At Law** · linkedin.com/company/prc-attorney-at-law

Sommaire

Cliquez sur un titre pour accéder directement au chapitre

- **Introduction : nos résultats en bref** 3
- **Synthèse** 4

1 Le modèle boutique : boutique par vocation 5

2 Méthodologie : comment nous avons mesuré nos résultats 7

3 En un coup d'œil : 2025–2026 en chiffres 8

4 Le cabinet : votre partenaire dans un monde juridique complexe 9

5 Domaines d'expertise : trouver la solution à vos problèmes juridiques 10

6 Des services concrets pour entreprises, investisseurs et institutions 11

7 Règlement des différends : médiation, arbitrage et contentieux stratégique 12

8 Notre méthode : des politiques publiques à la pratique 13

9 Profil : Philippe-Raymond Cantave et nos lieux d'intervention 14

10 Un marché en mutation : comment nous nous sommes adaptés 15

11 Les résultats en chiffres : notre tableau de bord 18

12 Réussites 21

13 Au prisme des classements 26

14 Pourquoi PRC : faire des affaires en Haïti avec le bon partenaire 28

15 Implications pour les clients et partenaires 31

- **Conclusion** 32
- **Travailler ensemble et contact** 33

INTRODUCTION

Nos résultats en bref

Un cabinet boutique en droit international et en droit des affaires en Haïti

PRC Avocat est un cabinet boutique : délibérément ciblé, expérimenté et spécialisé. Depuis 28 ans, il aide entreprises, investisseurs, familles, organisations internationales et institutions publiques à mener leurs projets à bien en droit haïtien, selon les standards attendus par leurs partenaires étrangers. Ces quatre chiffres résument la période couverte par ce rapport.

20	85 %	7	28
dossiers importants	**taux d'achèvement**	**dossiers transfrontaliers**	**ans de pratique du droit**
présentés, 2022–2026	17 achevés, 3 en cours	6 juridictions hors d'Haïti	admission au Barreau en 1998

Droit international et droit des affaires

Pratique générale du droit · Droit international · Droit des affaires · Droit public économique

Avocat international depuis 1998

Votre partenaire de confiance pour vos besoins juridiques nationaux et internationaux



Pratique générale du droit



Droit international



Droit des affaires



Droit public économique



Médiation et arbitrage

Guide de lecture Repérez les encadrés ◆ **La différence boutique** : ils montrent, chapitre après chapitre, comment notre modèle boutique façonne notre manière de travailler et les résultats obtenus.

SYNTHÈSE

Un cabinet haïtien aux standards internationaux

Ce que montre ce rapport, en une page

PRC Avocat est un cabinet boutique haïtien, ciblé par vocation et dirigé par son associé fondateur, fondé sur 28 ans de pratique de Philippe-Raymond Cantave, membre du Barreau de Port-au-Prince depuis 1998, formé aux systèmes de droit civil et de common law, et membre du Chartered Institute of Arbitrators. Ce rapport présente le cabinet aux dirigeants, chefs d'entreprise, directeurs juridiques, cabinets d'avocats internationaux, ONG, organisations internationales, fondations et chambres de commerce d'Europe, des États-Unis et de la Caraïbe qui ont besoin d'un partenaire juridique fiable en Haïti.

La crise sécuritaire et institutionnelle d'Haïti, un nouveau Code fiscal en vigueur depuis le 1er octobre 2026 et le renouvellement à court terme des préférences commerciales américaines ont rendu l'erreur plus coûteuse. En 2025–2026, le cabinet s'est adapté en orientant les litiges vers des solutions négociées, en aidant les institutions à bâtir les cadres dont le pays a besoin, en facilitant l'investissement par des sociétés bien conçues et en appliquant à chaque structure les standards de conformité des bailleurs.

Principaux constats

- **Bilan.** 20 dossiers importants documentés pour 2022–2026 ; 14 achevés ou actifs en 2025–2026 ; un taux d'achèvement de 85 % ; et chaque mandat achevé clos avec l'objectif du client atteint.
- **Dynamique.** Les dossiers achevés sont passés de 5 en 2024 à 6 en 2025, et 5 autres ont été achevés au cours des quatre premiers mois de 2026, soit un rythme annualisé d'environ 15.
- **Portée.** 55 % des dossiers pour des organisations internationales et des programmes financés par des bailleurs ; 7 dossiers transfrontaliers impliquant 6 juridictions hors d'Haïti ; et des valeurs déclarées de 16,85 millions USD et 11 millions d'euros.
- **Impact.** Des cadres nationaux d'aide légale et de médiation judiciaire couvrant les 18 juridictions du pays, une fondation de financement de la conservation de 11 millions d'euros et la conception d'un programme justice de 15 millions USD.
- **Résultats.** Les trois litiges résolus au cours de la période l'ont été par la négociation, sans jugement contradictoire.
- **Modèle boutique.** Les 20 dossiers ont été conduits personnellement par l'associé fondateur, avec des spécialistes associés seulement lorsque le dossier l'exigeait : une attention experte, des coûts maîtrisés, des décisions rapides.
- **Positionnement.** Au regard des critères de Chambers and Partners et de The Legal 500, les points forts les mieux documentés du cabinet sont sa capacité internationale, les dossiers complexes et inédits, et la maîtrise des politiques publiques.



En une phrase

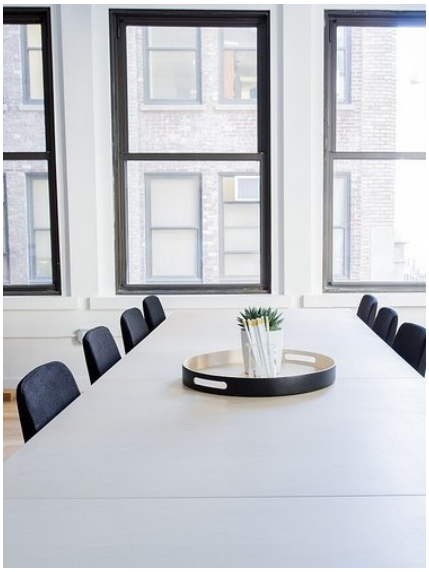
PRC Avocat est le cabinet boutique haïtien que les clients internationaux appellent lorsqu'un dossier combine droit haïtien, standards internationaux et institutions qui doivent réellement fonctionner : nous structurons, mettons en conformité, négocions et bâtissons, et nous menons à terme ce que nous entreprenons.

Boutique par vocation

Ce qu'est un cabinet boutique, et pourquoi il vous sert mieux en Haïti

Un cabinet boutique est un cabinet ciblé et spécialisé qui consacre une expertise de haut niveau à un ensemble défini de domaines et de clients, au lieu d'offrir tous les services juridiques en volume. Sa valeur tient à la profondeur plutôt qu'à l'étendue : les avocats que vous rencontrez sont ceux qui font le travail, et ils connaissent votre domaine à fond.

Sur le marché juridique, les boutiques rivalisent avec les grands cabinets en étant plus ciblées, plus réactives et plus économiques. L'étude 2026 de Chambers and Partners montre que les cabinets « challengers » à plus forte croissance sont salués avant tout pour leur rapport qualité-prix, la clarté de leur communication et leur réactivité, les forces naturelles d'une boutique.



Les cinq piliers de notre modèle boutique

Dirigé par l'associé, à chaque fois

L'associé fondateur prend, conduit et valide chaque dossier : 20 sur 20 dans ce rapport. Aucun dossier n'est confié à des collaborateurs juniors que vous n'auriez jamais rencontrés.

Une expertise ciblée

Nous nous concentrons sur quatre domaines liés (droit international, droit des affaires, droit public économique et règlement des différends), là où le droit haïtien rencontre les standards internationaux.

Agile et réactif

Une structure légère signifie un accès direct, des décisions rapides et la capacité de changer de cap lorsque le contexte haïtien évolue, quel que soit le fuseau horaire.

Évolutif grâce à un réseau

Pour les dossiers plus importants, nous constituons une équipe sur mesure : notaires, traducteurs assermentés, experts techniques et sectoriels, et avocats correspondants aux États-Unis, en France, en Pologne et au Royaume-Uni.

Valeur et indépendance

Des frais généraux réduits et des formules à périmètre ou à honoraires fixes rendent les coûts prévisibles. Cabinet indépendant, nous pouvons conseiller avec franchise, sans conflits institutionnels.

Boutique ou grand cabinet : ce qui change pour vous

	PRC, un cabinet boutique	Grand cabinet généraliste type
Qui traite votre dossier	L'associé fondateur, du premier appel à la signature finale	Souvent des collaborateurs juniors, supervisés par un associé
Spécialisation	Quelques spécialités liées, maîtrisées en profondeur	Tous les domaines, avec une profondeur variable
Rapidité	Décisions directes, sans échelons internes	Comités, vérifications de conflits sur de nombreux clients
Coût	Frais généraux réduits, formules à honoraires fixes	Frais généraux élevés intégrés aux taux horaires
Envergure	Une équipe de spécialistes sur mesure, constituée pour chaque dossier	De grandes équipes permanentes

Description générale des deux modèles économiques, et non évaluation d'un cabinet nommé.

Comment le modèle boutique façonne ce rapport

- **Marché (chapitre 10) :** un cabinet léger peut changer de cap rapidement lorsque le contexte haïtien évolue.
- **Résultats (chapitre 11) :** 20 dossiers sur 20 conduits par l'associé fondateur, un taux d'achèvement de 85 % et un rythme qui s'accélère.
- **Réussites (chapitre 12) :** des équipes expérimentées dédiées, constituées autour de chaque dossier.
- **Classements (chapitre 13) :** les forces des challengers : rapport qualité-prix, réactivité et clarté de la communication.
- **Pourquoi PRC (chapitre 14) :** une attention experte à coût maîtrisé, avec la portée d'un réseau.



Comment nous avons mesuré nos résultats

Transparente, vérifiable et prudente

Les organismes de classement comme Chambers and Partners fondent leurs évaluations sur des preuves : travaux documentés, retours des clients et tendances sur plusieurs années. Nous avons suivi la même discipline. Chaque chiffre de ce rapport renvoie à un dossier documenté, et chaque calcul est expliqué ci-dessous.

Base factuelle	Les 20 dossiers phares documentés dans la soumission du cabinet à Chambers and Partners du 13 avril 2026, couvrant des dossiers achevés ou en cours entre septembre 2022 et avril 2026. Aucun chiffre de ce rapport n'est estimé ou extrapolé, sauf mention contraire.
Classement des dossiers	Le type de travail et le secteur du client reprennent les catégories de la soumission (transactionnel et conseil ; réglementaire et conformité ; contentieux ; avec le secteur principal de chaque client). Les groupes de clients ont été déduits des descriptions des clients.
Taux d'achèvement	Dossiers achevés divisés par l'ensemble des dossiers présentés (17 / 20 = 85 %). L'année d'achèvement est la date indiquée dans la soumission.
Rythme annualisé	Dossiers achevés de janvier à avril 2026, multipliés par trois (5 × 3 ≈ 15). Présenté comme un indicateur de rythme, et non comme une prévision.
Diversification sectorielle	Indice de Herfindahl–Hirschman (IHH) des parts sectorielles, $\Sigma\, s_i^2 = 0{,}28$. L'indice de diversification est 1 − IHH = 0,72 et le nombre effectif de secteurs est 1 / IHH ≈ 3,6.
Résultats	Un dossier est réputé avoir atteint son objectif lorsque la soumission consigne le résultat recherché : transaction, vente, indemnisation, constitution de société ou remise du rapport ou du plan final.
Critères des classements	Chaque dossier a été rattaché aux critères décrits par Chambers and Partners et The Legal 500. Un dossier peut illustrer plusieurs critères ; les décomptes sont sur 20.
Confidentialité	Les clients sont désignés par leur secteur d'activité. Les valeurs ne figurent que lorsque la soumission les indique comme publiables, dans leur devise d'origine, sans conversion.

Qui sont nos clients

Nos 20 dossiers se répartissent en trois groupes de clients, auxquels s'ajoutent les cabinets internationaux et chambres de commerce qui nous recommandent : organisations internationales et programmes financés par des bailleurs (11 dossiers), entreprises et entrepreneurs (6), familles et propriétaires (3). Les chapitres 11 à 13 analysent chaque groupe.

2025–2026 en chiffres

Un cabinet ciblé, dirigé par son associé, au bilan mesurable

20
dossiers importants présentés, 2022–2026

14
dossiers achevés ou actifs en 2025–2026

85 %
taux d'achèvement : 17 dossiers sur 20 achevés, 3 en cours

17 / 17
mandats achevés clos avec l'objectif du client atteint

3 / 3
litiges résolus par la négociation, sans jugement contradictoire

7
dossiers transfrontaliers, impliquant 6 juridictions hors d'Haïti

16,85 M USD + 11 M€
valeur déclarée des 5 dossiers aux montants publiables

6
secteurs de clientèle servis, de l'État à l'agro-industrie

11
mandats pour des organisations internationales et des programmes financés par des bailleurs

18
juridictions couvertes par les réformes nationales de la justice que nous avons contribué à concevoir

28
ans de pratique du droit (Barreau de Port-au-Prince depuis 1998)

20 / 20
dossiers conduits personnellement par l'associé fondateur

Source : dossiers du cabinet tels que documentés pour la soumission à Chambers and Partners du 13 avril 2026 (20 dossiers phares). « Achevés ou actifs en 2025–2026 » comprend les dossiers achevés en 2025 ou 2026 et les dossiers en cours en avril 2026. Les valeurs ne sont pas converties entre devises.

LE CABINET

Votre partenaire dans un monde juridique complexe

Accompagner vos projets nationaux et internationaux

Depuis plus de 25 ans, Philippe-Raymond Cantave fournit des services juridiques aux particuliers et aux entreprises en droit international et en droit des affaires. Membre du Barreau de Port-au-Prince depuis 1998 et formé aux systèmes de droit civil et de common law, il accompagne ses clients dans leurs projets nationaux et internationaux : constitution de sociétés, contrats, investissement, commerce, partenariats public-privé et règlement des différends.

Le cabinet allie l'expérience du contentieux et des opérations à deux décennies de travail auprès des partenaires internationaux du développement, notamment la direction de programmes et des consultations pour l'USAID, le PNUD, le DFID/UKaid du Royaume-Uni et la Délégation de l'Union européenne, en matière de réforme judiciaire, de gouvernance et de droits humains. Les clients bénéficient d'un réseau d'avocats et de professionnels nationaux et internationaux dans la Caraïbe, en Amérique latine, en Europe et en Afrique francophone.

Nos valeurs

Expérience
25 ans d'expérience au service de vos intérêts.

Excellence
Au service de chaque dossier, à chaque étape.

Écoute
Pour mieux comprendre et servir vos besoins.

Analyse
Pour des stratégies juridiques rigoureuses et fondées.

Éthique
L'intégrité passe avant tout dans notre travail.

Justice
Promouvoir la justice, l'équité et les droits humains.

Depuis 1998
Barreau de Port-au-Prince

Droit civil et common law
Double formation juridique

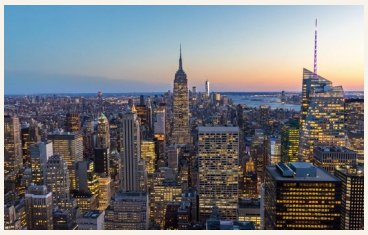
4 systèmes juridiques
Haïti · France · États-Unis · Royaume-Uni

Réseau régional
Caraïbe · Amérique latine · Afrique

DOMAINES D'EXPERTISE

Trouver la solution à vos problèmes juridiques

Trois domaines d'expertise, une approche intégrée



Droit international

Droit international public et privé

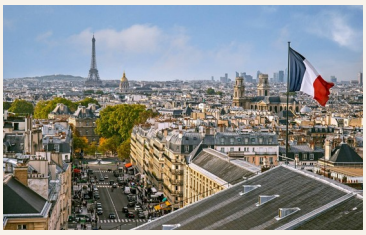
- Promotion et protection de l'investissement direct étranger
- Arbitrage et médiation commerciaux internationaux
- Droit du commerce international, notamment les préférences commerciales américaines (HOPE/HELP) et la CARICOM
- Contrats transfrontaliers, conflits de lois et exécution (Conventions de New York et du CIRDI)



Droit des affaires

Droit des sociétés et droit commercial

- Constitution de sociétés, fondations et associations
- Propriété intellectuelle : droit d'auteur, marques et brevets
- Contrats civils et commerciaux
- Gouvernance d'entreprise, conformité et procédures « Connaître son client »
- Successions et transmission d'entreprise



Droit public économique

Droit public de l'économie et des finances

- Droit bancaire et financier
- Partenariats public-privé (PPP)
- Constitution de sociétés d'économie mixte
- Planification, études et évaluation de projets
- Analyse fiscale et réglementaire (Code fiscal 2026)

Études et expertises

Études juridiques, diagnostics et évaluations pour les gouvernements, les organisations internationales et les entreprises sur l'État de droit, la gouvernance, la réforme de la justice, les droits humains, le droit international et le droit des affaires.

Notre clientèle

- Entreprises et exportateurs
- Investisseurs et prêteurs étrangers
- Banques et institutions publiques
- Organisations internationales et bailleurs
- Familles et entrepreneurs, y compris la diaspora

SERVICES

Des services concrets pour entreprises, investisseurs et institutions

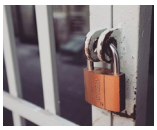
De l'analyse à l'action

Nos services appliquent l'analyse des politiques publiques à la pratique juridique quotidienne : nous disons à nos clients non seulement ce que dit le droit, mais aussi comment il est susceptible d'évoluer et comment agir. Des formules à périmètre et honoraires forfaitaires sont proposées pour plusieurs de ces services.



Veille juridique

Suivi du Moniteur, journal officiel d'Haïti, et des sources américaines, françaises, britanniques et européennes, avec alertes et calendrier trimestriel des échéances.



Conformité juridique

Programmes anticorruption, anti-blanchiment et « Connaître son client » pour les entreprises qui fournissent des multinationales ou soumissionnent à des marchés financés par des bailleurs.



Commerce et douanes

Conseil sur les préférences commerciales, les règles d'origine et les clauses qui répartissent le risque de variation des droits de douane.



Gouvernance des PPP et des sociétés mixtes

Pactes d'actionnaires, contrats de service public et gouvernance des PPP et des sociétés d'économie mixte.



Notes de risque-pays et services de correspondant

Notes régulières en anglais et appui local pour les cabinets étrangers, investisseurs et prêteurs ayant des intérêts en Haïti.



Diagnostic d'impact réglementaire

Une analyse courte et structurée de l'effet d'une nouvelle loi ou d'un décret (tel le Code fiscal 2026) sur votre entreprise, avec une feuille de route de mise en conformité.



Audit des contrats et du risque institutionnel

Revue des contrats pour en renforcer l'exécution : droit applicable, arbitrage, sûretés, séquestre et droits de substitution.



Stratégie de marque et de PI multi-marchés

Protection des marques, du droit d'auteur et du savoir-faire en Haïti, aux États-Unis, en France, dans l'UE et au Canada.



Préparation des plateformes et fintechs

Licences, paiements, conditions générales, protection des données et statut des travailleurs pour les plateformes numériques qui s'implantent dans la région.



Chaque mandat commence par un entretien confidentiel sur vos objectifs.

Médiation, arbitrage et contentieux stratégique

Choisir la bonne voie pour résoudre un différend

Beaucoup de différends se règlent mieux sans jugement. Arbitre, médiateur et avocat, membre du Chartered Institute of Arbitrators, Philippe-Raymond Cantave aide ses clients à choisir la bonne voie (négociation, conciliation, médiation, arbitrage ou tribunaux) et à s'y préparer avec rigueur.

Médiation et conciliation

Médiation conventionnelle et judiciaire, y compris la préparation des procédures devant la Chambre de Conciliation et d'Arbitrage d'Haïti ; rédaction d'accords transactionnels exécutoires.

Arbitrage commercial et d'investissement

Représentation et désignation d'arbitres ; rédaction de clauses compromissoires et de sentences ; exécution en vertu des Conventions de New York et du CIRDI.

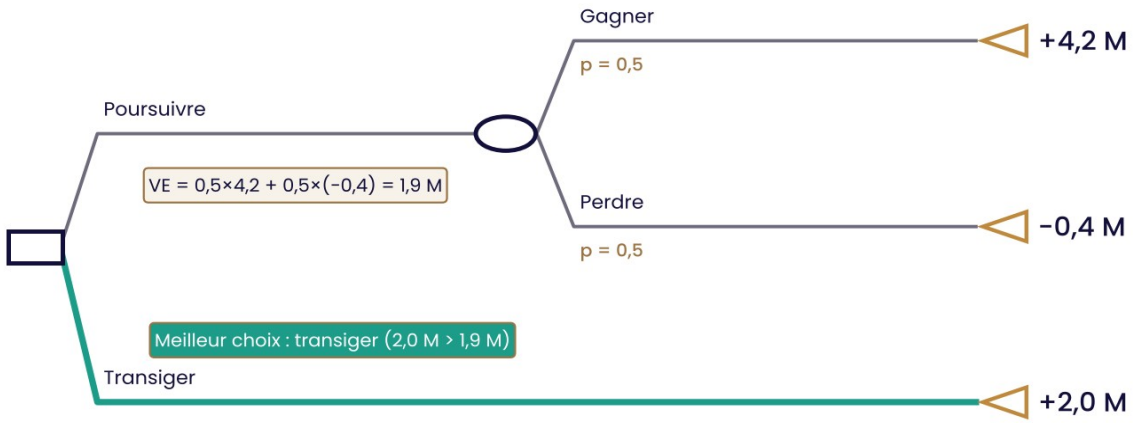
Évaluation des dossiers par l'arbre de décision

Une image claire de la valeur de votre dossier : probabilités, coûts, appel, recouvrement et délais, pour que chaque décision de transaction soit éclairée.

Clauses de règlement des différends

Clauses à paliers (négociation, médiation, arbitrage) et comités de règlement des différends pour les contrats de construction et d'infrastructure.

Comment un arbre de décision juridique favorise la transaction



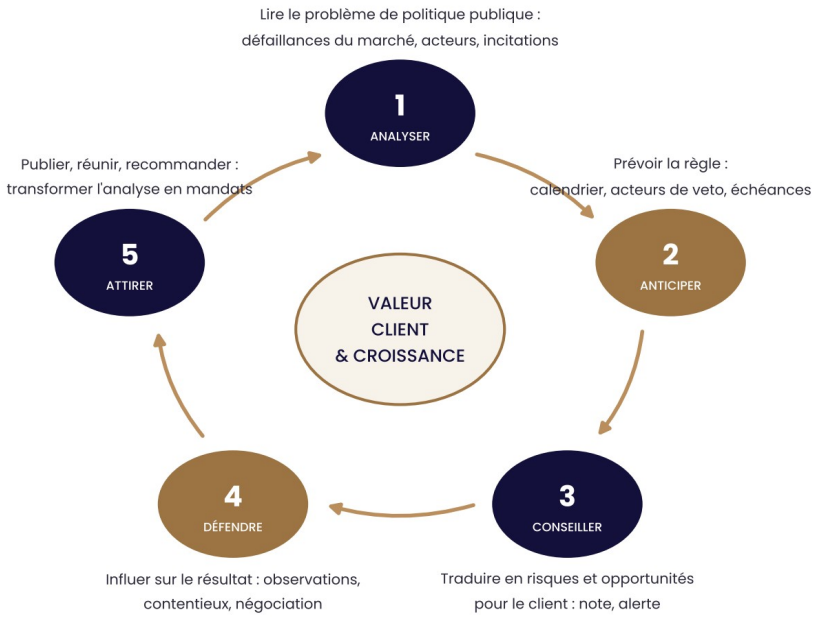
Exemple tiré de la présentation du cabinet sur la médiation pour la Chambre de Conciliation et d'Arbitrage d'Haïti et le Centre du commerce international : une chance sur deux de gagner 4,2 M ou de perdre 0,4 M vaut environ 1,9 M, un peu moins qu'une offre transactionnelle de 2 M.

NOTRE MÉTHODE

Des politiques publiques à la pratique

Appliquer l'analyse des politiques publiques à la pratique du droit

Nous lisons chaque règle comme la réponse à un problème de politique publique. Cela nous permet d'anticiper la manière dont les lois seront interprétées, appliquées et réformées, et donne à nos clients le temps d'agir. Notre méthode en cinq étapes est exposée dans le manuel pratique du cabinet, From Policy to Practice (2026).



Études et publications choisies

ÉTUDE	La corruption en Haïti : diagnostic et cartographie des acteurs, pratiques, mécanismes et normes juridiques
ÉTUDE	La concession du port de Cotonou (Bénin) en tant que partenariat public-privé : étude juridique
REVUE	Le cadre juridique de la riposte au VIH en Haïti et les droits humains des personnes affectées
PRÉSENTATION	Médiation conventionnelle et judiciaire, présentation pour la Chambre de Conciliation et d'Arbitrage d'Haïti et le Centre du commerce international
MANUEL	From Policy to Practice : manuel pratique d'analyse des politiques publiques pour l'avocat praticien (2026)

PROFIL

Philippe-Raymond Cantave

Avocat · Arbitre · Médiateur · Consultant juridique international — LL.B., LL.M., MCIArb



Avocat et juriste expérimenté, Philippe-Raymond Cantave est membre du Barreau de Port-au-Prince depuis 1998. Il conjugue une formation en droit civil et en common law à une longue expérience de directeur de programmes pour des partenaires internationaux du développement, à la tête d'équipes pluridisciplinaires et multilingues. Il intervient comme conseil, arbitre et médiateur, et rédige des études sur l'État de droit, la gouvernance, la réforme de la justice, les droits humains et le droit des affaires.

Direction de programmes : USAID · PNUD · DFID/UKaid (Royaume-Uni) · Délégation de l'Union européenne

Formation

2015 **Leadership organisationnel** — Saïd Business School, Université d'Oxford

2006 **LL.M. (Master en droit)** — University of Minnesota Law School, États-Unis

1999 **Diplôme d'Études Approfondies (DEA) en droit international économique** — Université d'Orléans, France

1998 **Licence en droit (LL.B.)** — Université d'État d'Haïti

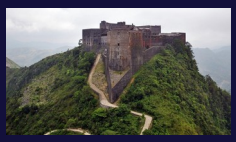
Certificats choisis

- Rédaction de sentences arbitrales, CIArb (2022)
- Droit de la propriété intellectuelle, Université de Pennsylvanie (2022)
- Partenariats public-privé, Groupe de la Banque mondiale (2021)
- Rédaction de contrats, Université de Genève (2021)
- Arbitrage des différends internationaux, Université de Leyde (2020)
- Droit des banques centrales, FMI (2020)
- Politiques publiques, UC Berkeley Goldman School (2017)
- Négociation, Harvard Law School (2006)
- Droit international public, Académie de droit international de La Haye (2004)

Affiliations

Barreau de Port-au-Prince · Chartered Institute of Arbitrators (CIArb) · International Bar Association · American Society of International Law · Section de droit international de l'ABA · Communautés des anciens d'Oxford

OÙ NOUS INTERVENONS



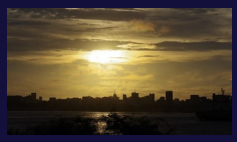
Haïti
Pétion-Ville · Port-au-Prince



Caraïbe
Partenaires de la CARICOM



Amérique latine
Réseau de correspondants



Afrique francophone
Réseau de correspondants

COLLABORATION INTERNATIONALE



États-Unis
Cabinets partenaires



France
Cabinets partenaires



Pologne
Cabinets partenaires



Royaume-Uni
Collaboration avec des cabinets

Comment nous nous sommes adaptés et avons saisi de nouvelles opportunités

Haïti est un terrain difficile. C'est précisément pourquoi le bon partenaire compte

Depuis 2021, la crise sécuritaire et institutionnelle d'Haïti perturbe les tribunaux, l'administration publique et les chaînes d'approvisionnement. Dans le même temps, le cadre juridique n'a cessé d'évoluer. Un nouveau Code fiscal, adopté par décret le 30 septembre 2026 et en vigueur depuis le 1er octobre 2026, remplace le décret du 19 décembre 2022 : il maintient la taxe sur le chiffre d'affaires (TCA) à 10 %, exonère de TCA les entreprises dont le chiffre d'affaires est inférieur à 10 millions de gourdes et impose des déclarations mensuelles de TCA avant le 15. L'accès en franchise de droits des vêtements haïtiens au marché américain au titre des programmes HOPE/HELP a expiré le 30 septembre 2025 et a été rétabli rétroactivement en février 2026, mais seulement jusqu'au 31 décembre 2026. La coopération régionale sur les produits du crime et le recouvrement d'avoirs se renforce également au sein de la CARICOM.

Pour les entreprises étrangères, les bailleurs et les ONG, ces évolutions créent à la fois des risques et des opportunités. Ils ont besoin d'un partenaire qui comprend le droit tel qu'il est écrit, tel qu'il est réellement appliqué et tel qu'il est susceptible d'évoluer. Sur la période, le cabinet a opéré six inflexions stratégiques.



Du prétoire aux solutions négociées

Face à des tribunaux ralentis par l'insécurité et l'arriéré, nous avons orienté les litiges vers la négociation structurée et la médiation. Chaque litige résolu au cours de la période l'a été par un accord, dont une succession de 1,2 million USD à plusieurs héritiers. Cela ne signifie pas que nous évitons les tribunaux : lorsque le contentieux est la bonne stratégie, nous introduisons et défendons des actions devant les juridictions haïtiennes, comme dans une procédure d'expulsion commerciale en cours.



Du conseil à la construction institutionnelle

Nous avons contribué à concevoir la stratégie, la politique et le cadre de formation d'un système national d'aide légale couvrant les 18 juridictions du pays, une stratégie de médiation judiciaire et la révision du Code du travail.



Faciliter l'investissement malgré la crise

Nous avons constitué des sociétés conçues pour réduire le coût d'exploitation en Haïti : une société de services aux investisseurs, des prestataires de santé, une entreprise agro-industrielle aux Cayes et un commerce de détail s'approvisionnant au Canada, en Asie et au Panama.



Conformité et gouvernance aux standards des bailleurs

Les bailleurs internationaux ont besoin de structures conformes à leurs standards fiduciaires. Nous avons bâti une fondation multibailleurs de financement de la conservation de 11 millions d'euros et évalué le cadre juridique d'un programme de santé financé par la coopération internationale.



Un cabinet qui travaille au-delà des frontières

Nos clients et leurs familles vivent souvent à l'étranger. Nous organisons procurations consulaires, légalisations et signatures à distance pour la diaspora, et travaillons en cabinet trilingue (français, anglais et créole) avec des correspondants aux États-Unis, en France, en Pologne et au Royaume-Uni.



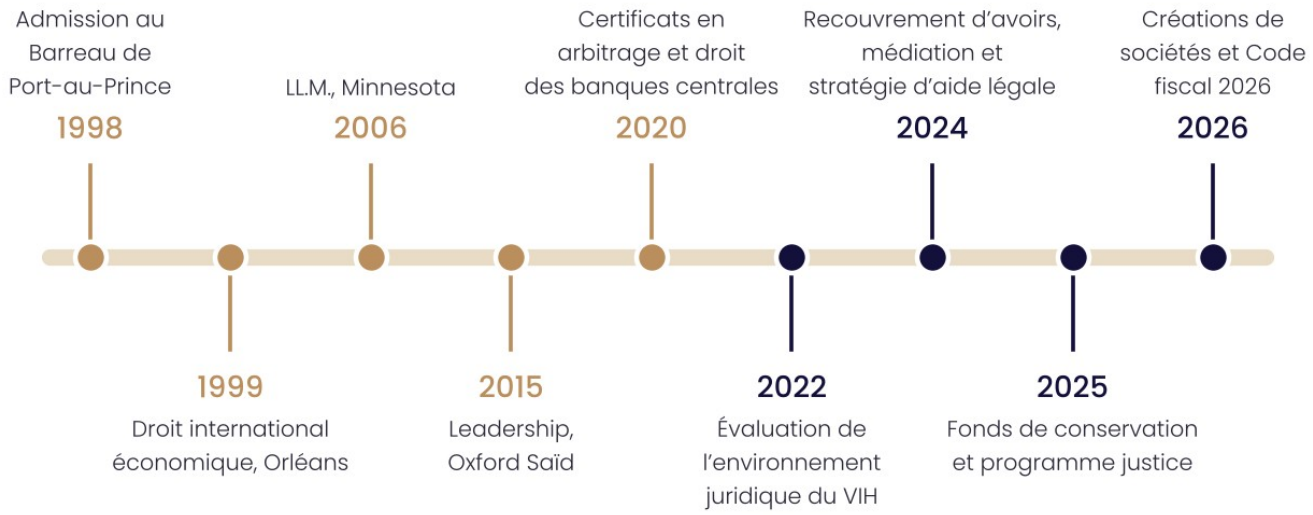
Anticipation réglementaire

Nous suivons les réformes avant qu'elles ne s'appliquent : le nouveau Code fiscal en vigueur le 1er octobre 2026, l'expiration puis le renouvellement des préférences commerciales américaines, et la coopération caribéenne en matière de recouvrement d'avoirs.

LA DIFFÉRENCE BOUTIQUE

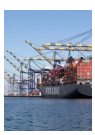
Un grand cabinet s'adapte lentement ; une boutique peut changer de cap dès que le contexte change. Lorsque les tribunaux ont ralenti, nous avons réorienté notre énergie vers la négociation, la construction institutionnelle et la structuration des investissements, sans l'inertie d'une grande organisation.

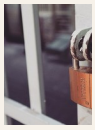
Un cabinet bâti en 28 ans



Or : formation et étapes professionnelles. Bleu marine : mandats marquants de la période 2022–2026.

Radar réglementaire 2025–2026

 **Code fiscal 2026**	Décret du 30 septembre 2026 (Le Moniteur, numéro spécial 48-A), en vigueur le 1er octobre 2026 (art. 540). TCA à 10 % (art. 186) ; exonération en deçà de 10 millions de gourdes de chiffre d'affaires (art. 193) ; déclarations mensuelles de TCA entre le 1er et le 15 (art. 190).	*Diagnostic d'impact et feuille de route de conformité*
 **Préférences commerciales américaines (HOPE/HELP)**	Expirées le 30 septembre 2025 ; rétablies rétroactivement le 3 février 2026, jusqu'au 31 décembre 2026 seulement.	*Règles d'origine et clauses de risque tarifaire*

	**Recouvrement d'avoirs et LBC**	Cadre régional de restitution et de partage des avoirs recouvrés avec les partenaires du CARIFORUM.	*Analyse des écarts et feuille de route de mise en œuvre*
	**Réforme de la justice et du travail**	Politique nationale d'aide légale, stratégie de médiation judiciaire et révision du Code du travail en cours.	*Rédaction de politiques et appui institutionnel*

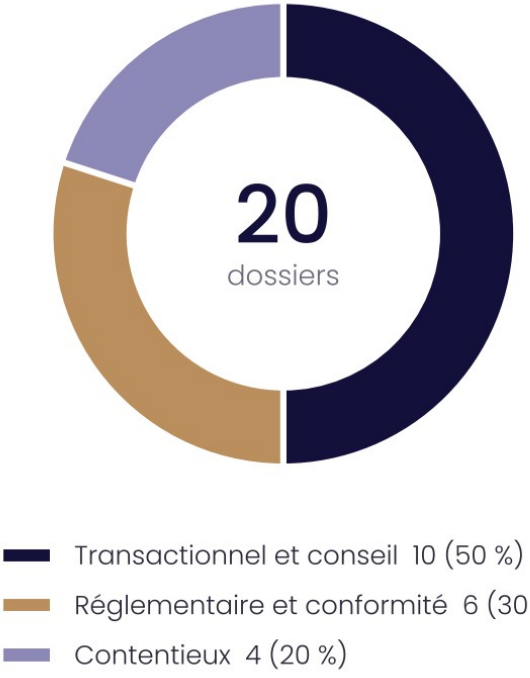
Sources : Décret remplaçant le décret du 19 décembre 2022 portant Code fiscal, Le Moniteur, numéro spécial 48-A, 30 septembre 2026 (art. 186, 190, 193, 540 et 543) ; Consolidated Appropriations Act signé le 3 février 2026 (prorogation HOPE/HELP), selon Yahoo Finance et JD Supra.

Notre tableau de bord

Des preuves chiffrées tirées de 20 dossiers documentés

Les graphiques ci-dessous analysent les vingt dossiers de notre soumission 2026 à Chambers and Partners. Ensemble, ils montrent un cabinet équilibré entre types de travail, ancré dans le secteur public et institutionnel, de plus en plus international et en pleine accélération.

Répartition des dossiers par type



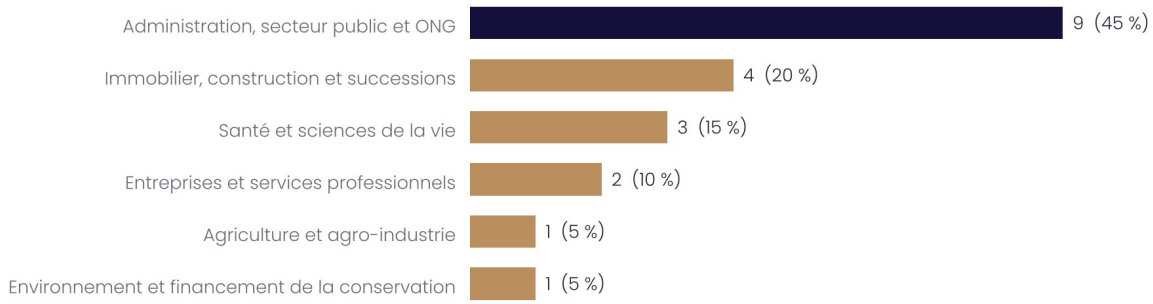
- Transactionnel et conseil 10 (50 %)
- Réglementaire et conformité 6 (30 %)
- Contentieux 4 (20 %)

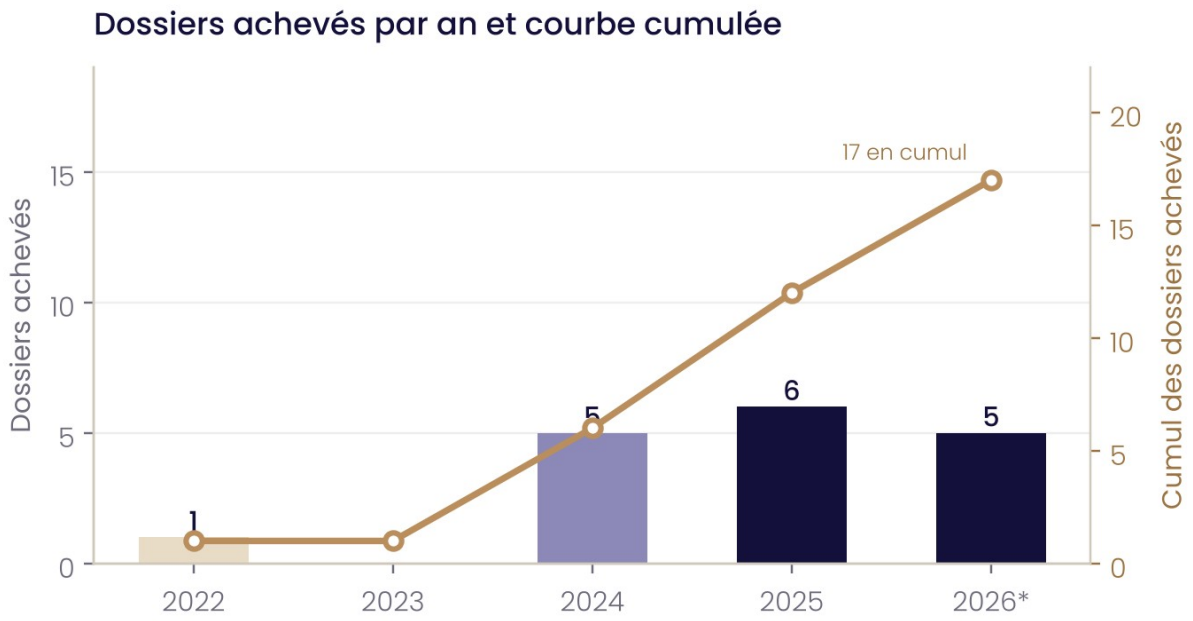
Qui nous a confié des dossiers



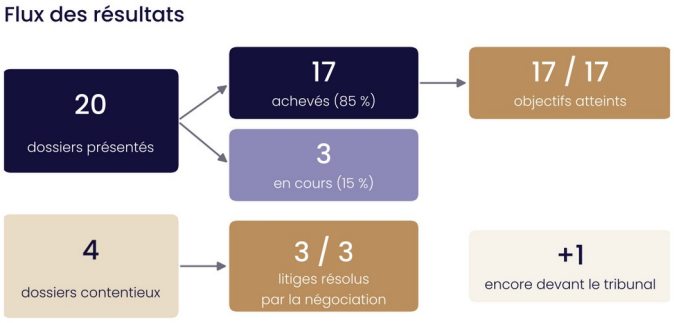
- Organisations internationales et bailleurs 11 (55 %)
- Entreprises et entrepreneurs 6 (30 %)
- Familles et propriétaires 3 (15 %)

Dossiers présentés par secteur du client





** 2026 : janvier à avril seulement. Cinq dossiers ont été achevés au cours des quatre premiers mois de 2026, soit un rythme annualisé d'environ 15 par an, contre 6 en 2025 et 5 en 2024. La courbe cumulée ne compte que les dossiers achevés ; 3 autres dossiers étaient en cours en avril 2026.*



Qualité des résultats

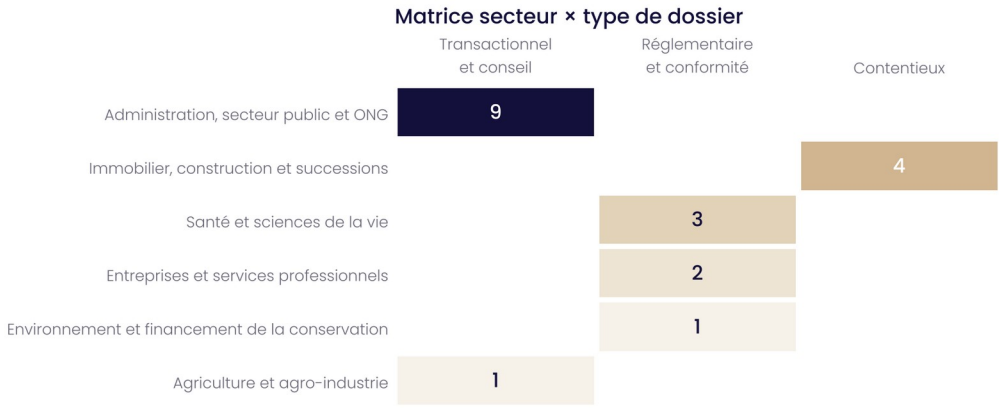
- Les **17 dossiers achevés** ont été clos avec l'objectif du client atteint : transaction, vente, indemnisation, constitution de société ou livrable final.
- Les **3 litiges résolus** l'ont été par la négociation ; le quatrième est devant le tribunal.
- Croissance : **+20 %** de dossiers achevés en 2025 par rapport à 2024, et un rythme 2026 plus de deux fois supérieur à celui de 2025.

Ce que montrent les chiffres

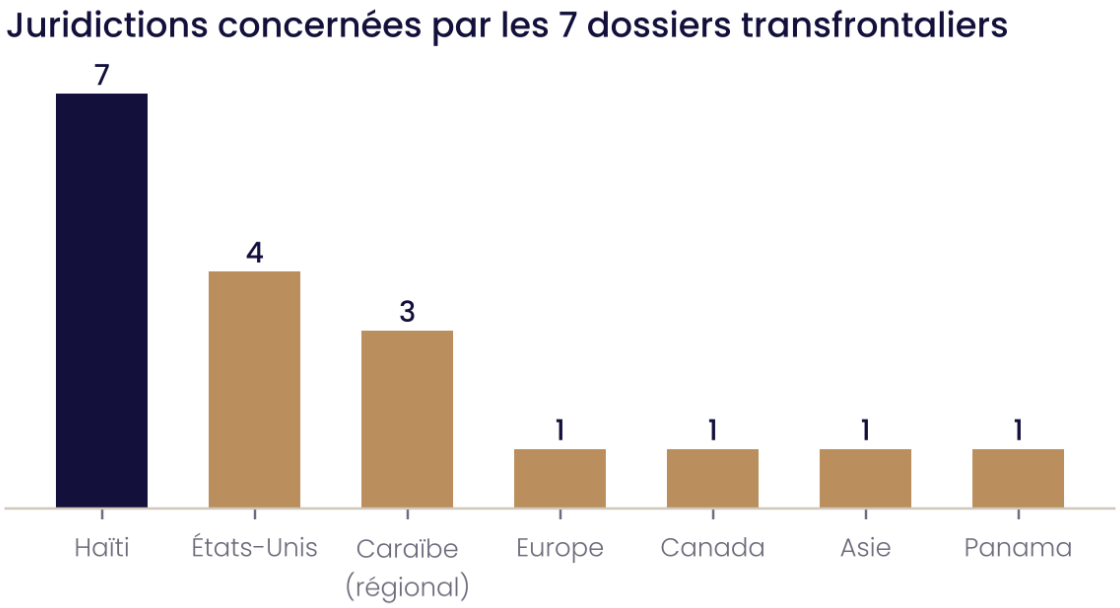
- La moitié du travail relève du transactionnel et du conseil, 30 % du réglementaire et de la conformité, et 20 % du contentieux : un profil de cabinet complet plutôt que spécialisé sur un seul produit.
- Indice de diversification sectorielle : 1 – IHH = 0,72 (indice de Herfindahl–Hirschman des parts sectorielles = 0,28), soit l'équivalent de 3,6 secteurs de poids égal. La concentration dans le secteur public est une force délibérée, non une dépendance.
- 55 % des dossiers proviennent d'organisations internationales et de programmes financés par des bailleurs, les clients les plus exigeants en matière de gouvernance, de reporting et de conformité.

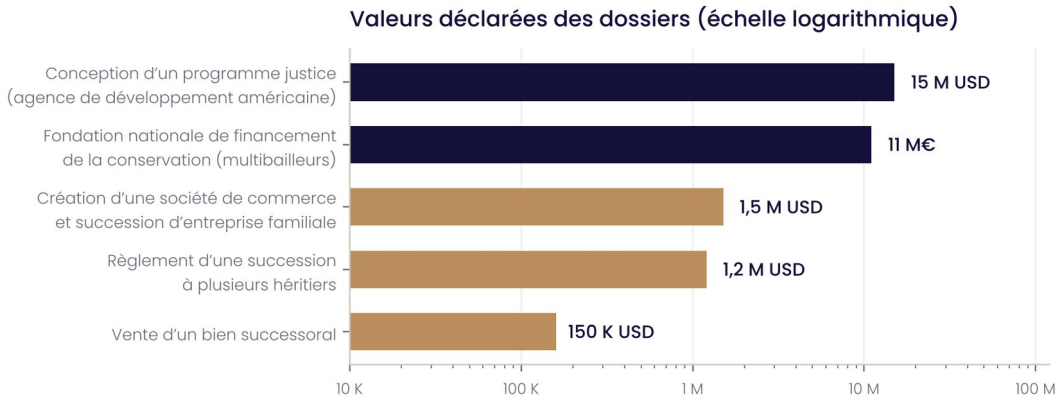
LA DIFFÉRENCE BOUTIQUE

Les 20 dossiers ont été conduits personnellement par l'associé fondateur. Dans une boutique, celui qui remporte le mandat est celui qui l'exécute, et cette continuité explique en grande partie pourquoi chaque dossier achevé a atteint son objectif.



Chaque cellule compte les dossiers présentés par secteur du client (lignes) et type de travail (colonnes) : conseil institutionnel pour le secteur public, structuration réglementaire pour la santé et les entreprises, et contentieux pour l'immobilier et les successions.





Valeurs telles que déclarées dans la soumission, dans leur devise d'origine. Neuf autres dossiers ont des valeurs confidentielles, et six relèvent du conseil ou des politiques publiques, sans valeur transactionnelle.

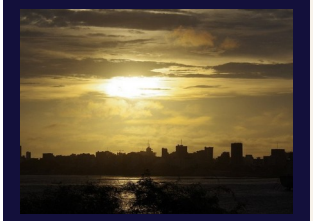
Des dossiers qui ont fait la différence

Dix histoires derrière les chiffres, des réformes nationales aux successions familiales

Chaque histoire est tirée d'un dossier documenté. Les clients sont désignés par leur secteur d'activité, par respect de la confidentialité.

LA DIFFÉRENCE BOUTIQUE

Chaque dossier a été traité par une équipe expérimentée constituée autour de lui : l'associé fondateur, rejoint au besoin par des notaires, des traducteurs assermentés, des experts techniques ou des avocats correspondants à l'étranger. Les clients bénéficient de l'attention d'un avocat chevronné et de la portée d'un réseau, sans payer une lourde structure permanente.



ENVIRONNEMENT ET FINANCEMENT DE LA CONSERVATION

11 M€

fonds fiduciaire multibailleurs

Achevé en 2025

RÉUSSITE 01

Créer une fondation nationale de financement de la conservation

Client : Des partenaires internationaux de développement et une fondation environnementale nationale · Haïti · États-Unis · Europe · Caraïbe

Enjeu Plusieurs partenaires internationaux souhaitaient un véhicule permanent et transparent pour financer la conservation de la biodiversité dans l'un des pays les plus déboisés de l'hémisphère, capable de recevoir et de décaisser des fonds de multiples bailleurs.

Notre rôle Conseil principal sur la structure juridique en droit haïtien ; l'ensemble des actes constitutifs, l'acte notarié, l'enregistrement et la reconnaissance légale ; et le cadre de gouvernance, fiduciaire et de gestion des risques exigé par les bailleurs.

Résultat Une fondation légalement reconnue, capable de collecter, de gérer et d'acheminer durablement des financements internationaux vers des programmes de conservation et communautaires.



ADMINISTRATION ET SECTEUR PUBLIC

15 M USD

programme justice

Achevé en 2025

RÉUSSITE 02

Concevoir un nouveau programme d'État de droit

Client : Une agence de développement du gouvernement américain · Haïti

Enjeu L'agence avait besoin d'une conception fondée sur des données probantes pour son prochain programme justice et État de droit, dans un secteur marqué par la faiblesse institutionnelle, un accès limité à la justice et la fragmentation.

Notre rôle Conseiller juridique et institutionnel clé : évaluation des besoins des institutions judiciaires, traduction des constats en interventions concrètes et rédaction des activités proposées du programme.

Résultat Des recommandations qui ont directement éclairé la planification et les décisions d'investissement de l'agence pour sa prochaine phase d'appui à la justice en Haïti.



ACCÈS À LA JUSTICE

18

juridictions

Achevé en 2024–2025

RÉUSSITE 03

Bâtir un système national d'aide légale

Client : Une agence de développement des Nations unies et l'autorité nationale d'aide légale (trois mandats) · Haïti, à l'échelle nationale

Enjeu L'organe haïtien d'aide légale disposait de ressources limitées, de standards de formation inégaux et d'aucun cadre unifié, alors que la demande des personnes vulnérables ne cessait de croître.

Notre rôle Conseiller juridique et institutionnel principal pour un plan stratégique pluriannuel et un plan d'opérationnalisation, une politique nationale d'aide légale sur cinq ans et une étude nationale sur la formation des prestataires d'aide légale, validée lors d'un atelier des parties prenantes.

Résultat Une feuille de route claire pour coordonner, fournir et suivre l'aide légale dans les 18 juridictions.



COOPÉRATION RÉGIONALE

CARIFORUM

cadre régional

Achevé en 2024

RÉUSSITE 04

Préparer Haïti à recouvrer les avoirs volés

Client : Une agence caribéenne régionale de lutte contre la criminalité et de sécurité · Haïti · Caraïbe

Enjeu Le droit haïtien relatif aux produits du crime, au blanchiment et au recouvrement d'avoirs était fragmenté et seulement partiellement aligné sur les standards régionaux et internationaux.

Notre rôle Examen des traités et du droit national, analyse des écarts et notes d'orientation sur les étapes de signature, de ratification et de mise en œuvre de l'accord régional sur la restitution et le partage des avoirs recouvrés.

Résultat Une feuille de route pratique permettant aux autorités haïtiennes de coopérer avec les partenaires du CARIFORUM en matière de recouvrement d'avoirs.

SANTÉ ET SCIENCES DE LA VIE

4

mandats santé

2022–2026

RÉUSSITE 05

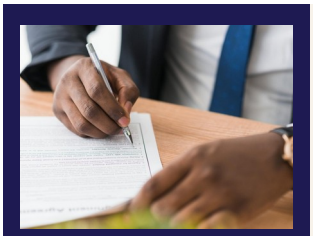
Une expérience complète du secteur de la santé

Client : Une agence de développement des Nations unies, les autorités sanitaires nationales, un programme de santé financé par la coopération internationale et deux sociétés de santé · Haïti · États-Unis

Enjeu En Haïti, les projets de santé se situent au carrefour de la réglementation sanitaire, des droits humains, de la protection des données et des exigences des bailleurs.

Notre rôle Conception et conduite de l'évaluation nationale de l'environnement juridique du VIH et du plan d'action ; évaluation juridique d'un programme financé par la coopération internationale en faveur des populations clés ; constitution d'une société de recherche en santé et d'un prestataire médical spécialisé.

Résultat Des feuilles de route de réforme pour les partenaires nationaux et deux nouvelles entités de santé lancées sur des bases conformes.



SUCCESSIONS ET IMMOBILIER

1,35 M USD

actifs successoraux

Achevés en 2025 et 2026

RÉUSSITE 06

Régler des successions familiales sans procès

Client : Des héritiers de différentes branches familiales, plusieurs vivant à l'étranger · Haïti · diaspora

Enjeu En Haïti, les successions à plusieurs héritiers aboutissent souvent à des années de procès sur les titres, le consentement et l'indivision.

Notre rôle Vérification des titres, de la capacité de chaque héritier, des actes d'état civil et des procurations ; négociation entre héritiers et avec les acquéreurs ; et coordination avec le notaire.

Résultat Une succession de 1,2 million USD réglée à l'amiable et un bien successoral de 150 000 USD vendu sans conflit, le produit ayant été réparti.



ENTREPRISES ET INVESTISSEMENT

1,5 M USD

projet de commerce de détail

2025–2026

RÉUSSITE 07

Formaliser et lancer des entreprises

Client : Entrepreneurs, entreprises familiales et investisseurs dans le commerce de détail, l'agro-industrie et les services professionnels · Haïti · États-Unis · Canada · Panama · Asie

Enjeu Les investisseurs ont besoin de structures qui protègent les associés, satisfont l'administration fiscale et le registre du commerce, et soutiennent la croissance, souvent lors du passage de l'informel au formel.

Notre rôle Choix de la forme juridique, statuts, pactes d'associés, acte notarié, souscription du capital, immatriculation fiscale, publication et enregistrement ; conseil continu sur les importations, l'étiquetage et la protection des consommateurs.

Résultat De nouvelles sociétés lancées, dont un véhicule de succession d'entreprise familiale, l'une des premières sociétés agro-industrielles structurées des Cayes et une société dédiée à faciliter l'investissement en Haïti.



GOUVERNANCE ET LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

National

cartographie des acteurs

Achevé en 2025

RÉUSSITE 08

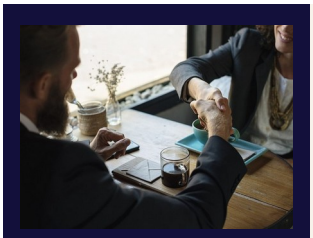
Cartographier la lutte contre la corruption

Client : Une agence de développement des Nations unies · Haïti, à l'échelle nationale

Enjeu En Haïti, la lutte contre la corruption est fragmentée, avec des mandats qui se chevauchent et une coordination limitée.

Notre rôle Expert juridique et institutionnel principal : identification et géolocalisation des acteurs étatiques et non étatiques ; analyse de leurs mandats, de leur portée et de leurs capacités ; et classement selon des critères objectifs.

Résultat Un cadre d'analyse permettant des programmes de gouvernance plus cohérents et mieux ciblés.



RÉFORME DU TRAVAIL ET DE LA JUSTICE

2

réformes nationales

Achevé en 2024

RÉUSSITE 09

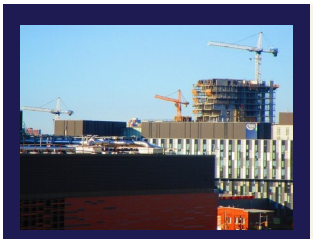
Moderniser le Code du travail et la médiation judiciaire

Client : Une agence spécialisée des Nations unies, une agence de développement des Nations unies et les autorités nationales · Haïti

Enjeu La législation du travail haïtienne est dépassée, et les tribunaux souffrent de lenteurs chroniques qui découragent l'investissement et minent la confiance du public.

Notre rôle Analyse des écarts du Code du travail au regard de la Constitution, des conventions internationales et des pratiques comparées, avec des amendements recommandés ; et une stratégie nationale d'intégration de la médiation judiciaire en droit haïtien.

Résultat Des feuilles de route de réforme fondées sur des données probantes pour la protection des travailleurs et un règlement des différends plus rapide et consensuel.



RESPONSABILITÉ CIVILE ET IMMOBILIER

Obtenue

indemnisation

Achevé en 2026

RÉUSSITE 10

Obtenir l'indemnisation d'un propriétaire

Client : Un propriétaire privé · Haïti

Enjeu Une résidence a été endommagée par un tiers, dans un système où la responsabilité est incertaine et le recours judiciaire lent.

Notre rôle Évaluation juridique et technique du dommage, preuve du lien de causalité et négociation directe avec le responsable et ses représentants.

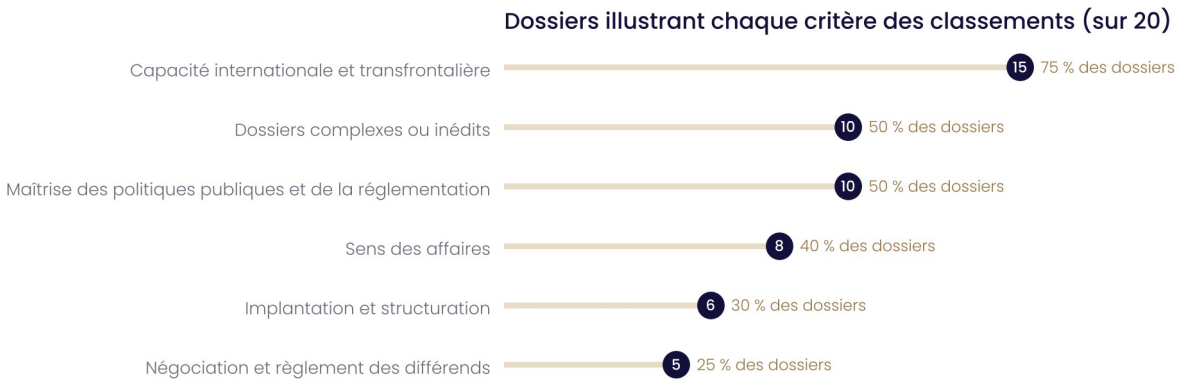
Résultat Une indemnisation financière suffisante pour réparer et remettre en état la maison, obtenue sans procès.

Comment nous nous situons au regard des critères des annuaires

Appliquer les grilles de Chambers and Partners, de The Legal 500 et de leurs pairs

Les annuaires juridiques tels que Chambers and Partners, The Legal 500, IFLR1000, Who's Who Legal et Leaders League évaluent les cabinets d'après ce qu'en disent clients et confrères et d'après les travaux qu'ils peuvent démontrer. L'étude 2026 de Chambers sur les cabinets américains montre que les plus performants sont surtout salués pour leur sens des affaires, leur expertise sectorielle, la qualité de leurs équipes, la profondeur de leurs ressources et leur capacité à traiter des dossiers complexes ou inédits, tandis que les « challengers » à forte croissance se distinguent par leur rapport qualité-prix, la clarté de leur communication et leur réactivité.

Nous avons appliqué les mêmes grilles à notre propre bilan. Le graphique indique combien de nos 20 dossiers documentés illustrent chaque critère.



Critère	Nos preuves
Compétence juridique technique	Droit civil haïtien allié à une formation en common law ; des dossiers en droit des sociétés, des successions, du travail, de la santé, de l'environnement, des avoirs d'origine criminelle et en droit public.
Sens des affaires	Des solutions alignées sur les objectifs économiques : des transactions plutôt que des procès, et des structures de sociétés conçues pour attirer investisseurs et prêteurs.
Connaissance sectorielle	Six secteurs de clientèle, avec une expertise reconnue dans le secteur public, la santé, l'immobilier et le financement de la conservation.
Dossiers complexes et inédits	La moitié des dossiers présentés : des fondations sans précédent, des politiques nationales, la mise en œuvre de traités régionaux.
Capacité internationale	75 % des dossiers impliquent un client international ou un élément transfrontalier ; 6 juridictions hors d'Haïti.
Service client et rapport qualité-prix	Associé aux commandes de chaque dossier, réactif, trilingue, avec des formules à périmètre ou à honoraires fixes.

Un profil au format des annuaires

Rédigé selon le format des annuaires juridiques. Il s'agit de l'évaluation du cabinet lui-même, et non d'un classement ou d'une recommandation d'un annuaire.

Ce qui fait la réputation du cabinet

Cabinet haïtien situé à Pétion-Ville et tourné vers l'international, PRC Avocat est reconnu pour allier contentieux et opérations à deux décennies de conseil auprès des partenaires internationaux de développement. Le cabinet conseille en matière de constitution de sociétés, de successions, d'immobilier, de conformité et de réforme réglementaire, et constitue un conseiller de référence pour les institutions qui conçoivent les cadres haïtiens de la justice, de l'aide légale et de la gouvernance.

Points forts

- Une équipe trilingue et biculturelle, formée au droit civil et à la common law.
- Une capacité à évoluer avec discrétion dans des environnements politiquement sensibles.
- Une préférence pour des solutions négociées et exécutoires plutôt que pour des procès interminables.
- Des standards de gouvernance, fiduciaires et de conformité au niveau des bailleurs.

Principaux secteurs de clientèle

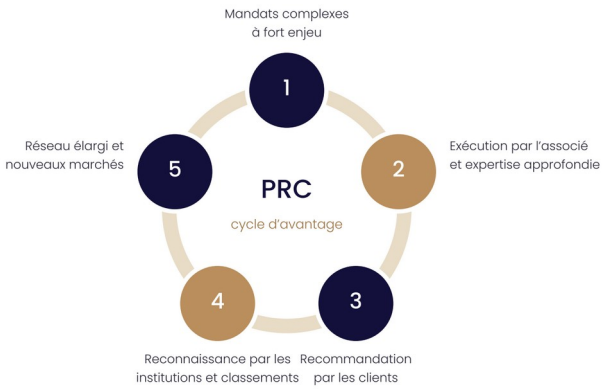
Organisations internationales et bailleurs · administration centrale et organismes publics · ONG · santé et sciences de la vie · immobilier et successions · commerce de détail, agro-industrie et services professionnels

Responsable du cabinet

Philippe-Raymond Cantave, LL.B., LL.M., MCIArb, membre du Barreau de Port-au-Prince depuis 1998, arbitre et médiateur.

◆ **LA DIFFÉRENCE BOUTIQUE**

L'étude de Chambers montre que les challengers à forte croissance se distinguent par leur rapport qualité-prix, leur réactivité et la clarté de leur communication. Ce sont les forces naturelles d'une boutique : un interlocuteur expérimenté unique, des coûts maîtrisés et des réponses rapides.



Notre cycle d'avantage

L'étude de Chambers montre que les cabinets de premier plan cumulent leur avantage : les mandats de haut niveau construisent l'expertise, l'expertise suscite la recommandation des clients, la recommandation apporte la reconnaissance, et la reconnaissance attire le mandat complexe suivant. Notre bilan 2025–2026 suit le même cycle : réformes nationales et mandats de bailleurs ont débouché sur des constitutions de sociétés, des dossiers transfrontaliers et de nouvelles recommandations.

Faire des affaires en Haïti avec le bon partenaire

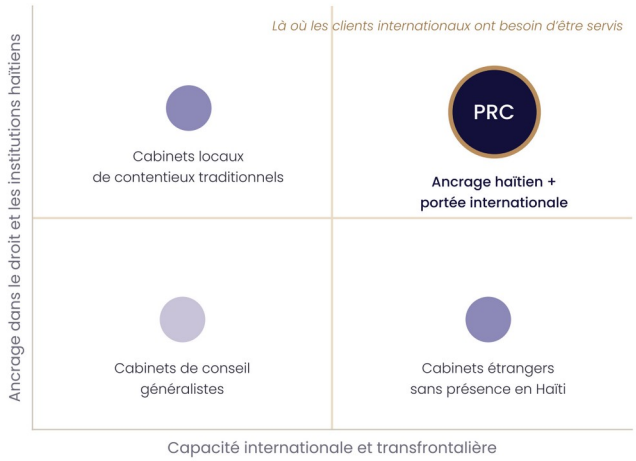
Ce qui nous distingue des autres options

Les clients internationaux choisissent généralement entre un cabinet local traditionnel, qui connaît les tribunaux mais rarement les standards des investisseurs étrangers et des bailleurs, et un cabinet étranger, qui connaît ces standards mais n'a ni présence ni ancrage en Haïti. PRC Avocat a été conçu pour combler cet écart.

	PRC Avocat	Cabinet local type	Cabinet étranger sans présence en Haïti
Maîtrise du droit et des institutions haïtiens	●	●	○
Formation en droit civil et en common law	●	◐	●
Service trilingue	●	◐	○
Standards des bailleurs et des organisations internationales	●	○	◐
Structure boutique : attention experte à coût maîtrisé	●	○	○
Associé aux commandes de chaque dossier	●	◐	○
Expertise en médiation et arbitrage (CIArb)	●	◐	●
Anticipation des réformes	●	◐	○
Formules à périmètre ou honoraires fixes	●	◐	○

● *fort* ◐ *partiel ou variable* ○ *limité. Observations générales du marché, et non évaluation d'un cabinet nommé.*

Positionnement sur le marché (illustratif)



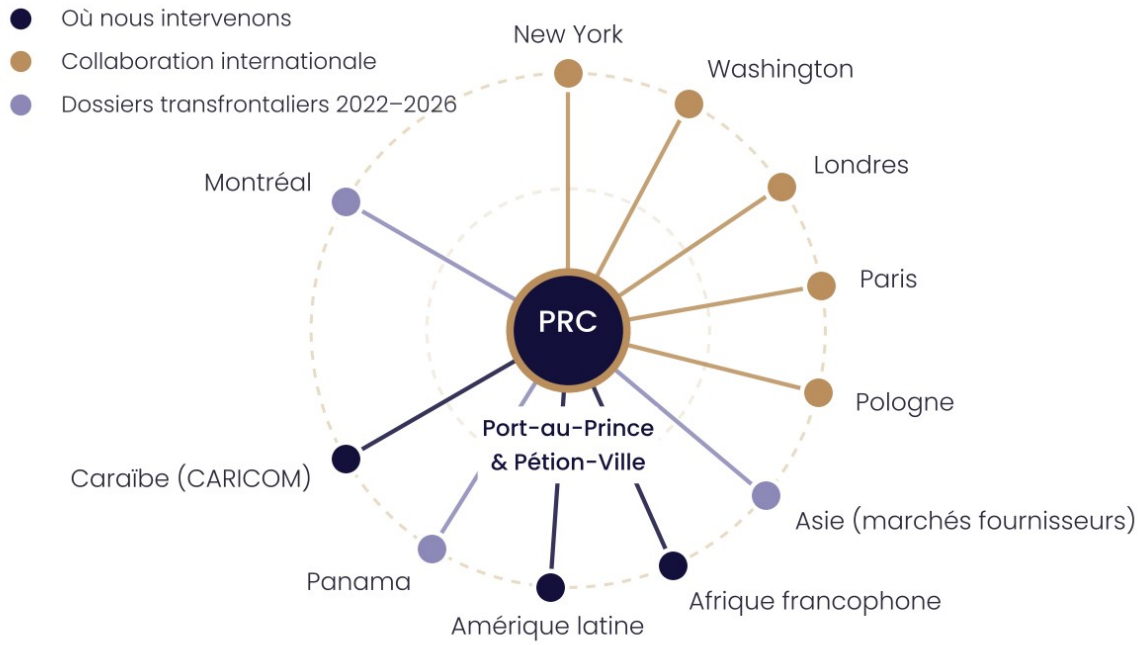
Notre position

Les clients qui ont besoin à la fois d'un ancrage haïtien et d'une portée internationale ont peu d'options. Nos dossiers se situent dans ce quadrant supérieur droit : 75 % combinent un client international ou un élément transfrontalier avec le droit, la procédure et les institutions haïtiens.

Positionnement illustratif fondé sur l'observation générale du marché ; il ne mesure aucun cabinet nommé.

Où nous intervenons et avec qui

Depuis Pétion-Ville, le cabinet intervient en Haïti, dans la Caraïbe, en Amérique latine et en Afrique francophone, collabore avec des avocats correspondants et des partenaires aux États-Unis, en France, en Pologne et au Royaume-Uni, et a traité des dossiers impliquant le Canada, le Panama et des marchés fournisseurs asiatiques.





Haïti



Caraïbe



Amérique latine



New York



Washington



Londres



Paris



Pologne

Qui nous aidons à faire des affaires en Haïti



Dirigeants et chefs d'entreprise

Implantation, constitution de sociétés, contrats, conformité fiscale et sociale, et protection des actifs et des marques.



Cabinets d'avocats internationaux

Conseil haïtien et services de correspondant, avis juridiques, due diligence, et exécution des jugements et sentences.

ONG et fondations

Enregistrement, gouvernance, emploi, conformité aux exigences des bailleurs, protection des personnes et des données.

Organisations internationales et bailleurs

Évaluations juridiques, conception de programmes, rédaction de politiques et de textes législatifs, évaluations et réforme institutionnelle.



Chambres de commerce et organisations professionnelles

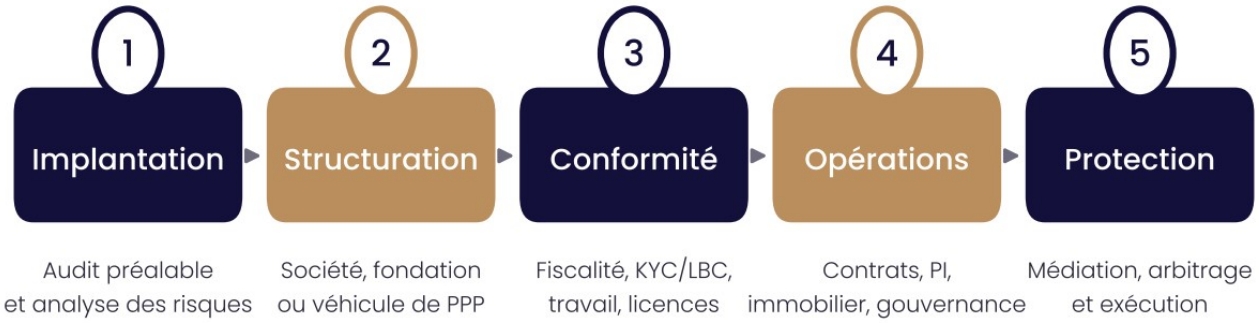
Notes d'information sur le droit haïtien et ses réformes, les préférences commerciales et les douanes, et mises en relation pour les membres qui investissent en Haïti.



Investisseurs et familles de la diaspora

Successions et immobilier, procurations depuis l'étranger, structures d'investissement et transmission d'entreprises familiales.

Notre parcours en cinq étapes pour les investisseurs



Vous préparez un projet, un investissement ou un programme en Haïti ?

Chaque mission commence par un entretien confidentiel avec l'associé fondateur. En tant que boutique, nous vous offrons un avocat expérimenté responsable, des spécialistes seulement lorsque le dossier l'exige, et des coûts prévisibles. Dites-nous ce que vous voulez accomplir ; nous vous dirons comment le droit haïtien peut vous y mener.

Implications pour les clients et partenaires

Six questions à poser avant de choisir un conseil juridique en Haïti

Choisir un conseil en Haïti est une décision stratégique. Ces questions, que nous invitons chaque client potentiel à nous poser comme à tout autre cabinet, résument ce que les constats de ce rapport signifient pour vous.

1	**Votre conseil haïtien connaît-il les standards auxquels vous êtes soumis ?** Bailleurs, prêteurs et sièges attendent une gouvernance, un KYC/LBC et un reporting de niveau international. Demandez des exemples de structures ayant passé la due diligence de bailleurs ou d'investisseurs.
2	**Peut-il montrer des résultats aboutis, et pas seulement de l'activité ?** Recherchez des mandats achevés aux résultats mesurables : transactions signées, sociétés immatriculées et politiques adoptées.
3	**Vous dira-t-il comment le droit est susceptible d'évoluer ?** Le Code fiscal 2026 et le renouvellement temporaire des préférences commerciales américaines montrent que les règles évoluent vite. Votre conseil doit anticiper, pas seulement réagir.
4	**Qui fera réellement le travail ?** Dans un cabinet boutique dirigé par son associé, la personne que vous rencontrez est celle qui négocie, rédige et plaide pour vous, et non une équipe junior que vous n'avez jamais vue.
5	**Sait-il résoudre les litiges sans des années de procédure ?** La médiation, l'arbitrage et des clauses de règlement des différends bien rédigées protègent la valeur lorsque les tribunaux sont lents.
6	**Travaille-t-il dans votre langue et votre tradition juridique ?** Un conseil trilingue formé au droit civil et à la common law réduit les risques de traduction et les malentendus.

CONCLUSION

Boutique par vocation, leader par les résultats

Une boutique conçue pour cumuler son avantage

L'étude 2026 de Chambers and Partners montre qu'un leadership durable ne se construit pas en une seule année : les cabinets qui remportent des mandats complexes, les exécutent bien et gagnent la recommandation de leurs clients entrent dans un cycle qui se renforce avec le temps. Les constats de ce rapport montrent que PRC Avocat est entré dans ce cycle en Haïti.

En 2025–2026, le cabinet a achevé ou fait avancer 14 dossiers importants, mené à bien chaque mandat achevé, réglé à l'amiable chaque litige résolu et accéléré son rythme en 2026. Il l'a fait alors qu'Haïti traversait l'une des périodes les plus difficiles de son histoire récente, en s'adaptant : négocier plutôt que plaider, bâtir des institutions, faciliter l'investissement et appliquer localement les standards internationaux.

Pour les dirigeants, investisseurs, cabinets internationaux, ONG, organisations internationales et chambres de commerce, la conclusion est simple. Si vous devez faire des affaires en Haïti, structurer un projet, protéger un actif ou résoudre un litige, il vous faut un conseil qui connaît Haïti de l'intérieur et le monde par expérience. C'est ce que nous offrons, avec la concentration, la réactivité et l'attention experte que seule une boutique peut apporter.

CANTAVE
Philippe-Raymond

Accompagner vos projets internationaux face à la complexité du droit, avec des solutions pragmatiques et ancrées localement

philippe-cantave.com · avocat@philippe-cantave.com · WhatsApp +509 46 17 89 75
LinkedIn : PRC Attorney At Law · linkedin.com/company/prc-attorney-at-law

TRAVAILLER ENSEMBLE

Notre façon de travailler avec vous

Notre approche

1. Écouter

Nous prenons le temps de comprendre vos objectifs, vos contraintes et votre contexte.

2. Analyser

Nous analysons le droit, les preuves et l'évolution probable des règles.

3. Conseiller

Nous présentons par écrit des options claires, les risques et une recommandation.

4. Accompagner

Nous agissons avec vous : négociation, rédaction, soumission de documents, médiation, arbitrage ou tribunal.

CANTAVE
Philippe-Raymond

Scannez : philippe-cantave.com

BUREAU
97 Laboule 15, HT 6140, Pétion-Ville, Haïti

TÉLÉPHONE / WHATSAPP
+509 46 17 89 75

COURRIEL
avocat@philippe-cantave.com

SITE WEB
philippe-cantave.com

LINKEDIN
linkedin.com/in/philippe-raymond-cantave

Accompagner vos projets internationaux à travers la complexité du droit, avec des solutions pragmatiques et ancrées localement.

Cette brochure fournit des informations générales sur le cabinet. Elle ne constitue pas un avis juridique et ne crée pas de relation avocat-client. Les résultats passés ne préjugent pas des résultats futurs.

Photos : Wikimedia Commons, recadrées. Domaine public / CC0 : Citadelle Laferrière (SPC G. Torres, US Army) ; Statue de la Liberté (D. Schwen) ; tour Eiffel (B. Lieu Song) ; Palais de la Paix (CIJ) ; Eccles Building (Réserve fédérale) ; poignée de main (rawpixel.com) ; salle de réunion (Breather) ; journal (B. Storyteller) ; cadenas ; ampoule (R. Wiedemann) ; grues (booledozer) ; globe (A. Avalona). Licence Pexels : ordinateur et réseau (Pexels), photomontage. CC BY 4.0 : Willemstad (Coolcaesar) ; Dakar (Fawaz.tairou) ; Elizabeth Tower (J. Herzog) ; halle aux draps de Cracovie (Igor123121). CC BY 2.0 : contrat (Blogtrepreneur). CC BY-SA 4.0 : statue de la Justice, Aruba (Odinnot) ; loupe (S. Magnenat) ; porte-conteneurs (Downtowngal). CC BY-SA 3.0 : paiement mobile (HLundgaard). CC BY-SA 3.0 DE : Christ Rédempteur (A. Müseler).